

l'industrie canadienne par des étrangers. Il se demande si l'usage raisonnable et modéré de capitaux étrangers au Canada présente un danger. Je ne me prononce ni pour ni contre, mais j'estime que ce n'est pas une proposition unilatérale et qu'elle devrait être examinée. Il y a d'autres considérations.

M. Harry Johnston, économiste canadien bien connu, dit que, à son avis, il n'y aurait absolument aucun avantage à adopter le changement proposé par le dernier ministre des Finances; et que l'unique résultat de ce changement serait de remettre la haute main sur les finances à la rue Saint-Jacques et à la rue Bay plutôt qu'à Wall Street. A mon sens, c'est un point que nous devrions discuter. Il y a la question des régions désignées et la question du Nord canadien, qui renferme d'énormes virtualités d'expansion industrielle. Les entreprises y progressent lentement, car il faut des capitaux de spéculation. Chaque fois que je vois, dans le programme des régions désignées, le choix de certaines régions pour perpétuer une industrie non rentable, et forcément pour une période de temps relativement brève, je me dis qu'il y a quelque chose qui cloche. Je pense qu'il serait beaucoup plus utile de nous tourner vers le Nord, par exemple, qui compte tant de richesses. Dans le cadre d'un programme d'encouragement, il vaudrait certainement mieux nous orienter vers les régions où se trouveront réunies possibilités, ressources et programme. C'est ce que nous avons fait relativement au chemin de fer de Pine Point, au moyen d'un arrangement où les partenaires étaient le gouvernement, les chemins de fer et l'industrie, et l'initiative a remporté un immense succès.

Voilà ce que le gouvernement devrait faire dans le Nord. Je trouve qu'il est même tard pour le faire. Je m'excuse d'avoir dépassé le temps prévu. Ma proposition est la suivante: Lorsque le ministre des Finances (M. Sharp) aura déposé son budget, les débats pourraient être remis à une date ultérieure, afin de soumettre la substance du budget—à savoir, les politiques monétaire et fiscale que le gouvernement juge nécessaire d'adopter l'an prochain—à l'examen d'un comité devant lequel comparaitraient les conseillers du ministre qui se sont faits les avocats de cette politique, ainsi que les adversaires de celle-ci. A mon avis, ceci permettrait d'amorcer un authentique débat sur la situation économique et nous donnerait l'occasion d'aborder le fond du problème. Cette méthode est essentielle et nécessaire.

J'ai assisté à huit ou neuf débats sur le budget. Le dernier débat a été bon. Cependant, au lieu de parler comme nous l'avons

fait sur un plan purement théorique, c'est selon la méthode que je viens d'exposer que devraient se dérouler les débats, plutôt que dans un endroit où n'existent ni conflit d'idées ni discussion contradictoire sur l'entrée au Canada de capitaux américains et le libre-échange. Ce sont là des problèmes qui intéressent au plus haut point les Canadiens. J'estime que ces questions devraient être sorties au grand jour, examinées de manière critique et étudiées à fond avant de poursuivre les débats.

M. A. B. Patterson (Fraser-Valley): Monsieur l'Orateur, pendant la dernière campagne électorale, j'étais convaincu que l'un de nos plus grands besoins actuels est d'avoir un gouvernement responsable. Vu les élections fréquentes qui ont caractérisé nos législatures et la possibilité toujours présente de nouvelles élections, j'ai dit qu'il serait peut-être souhaitable de confier au Parlement des mandats fixes, de quatre ans par exemple, pendant lesquels l'unique possibilité d'élections serait le renversement du gouvernement sur une motion directe de censure, alors que le nombre des motions de ce genre serait rigoureusement restreint. J'ai dit qu'il pourrait s'en produire une lors du débat sur le budget parce que l'exposé budgétaire est le principal indice de la politique monétaire et fiscale du gouvernement.

Pour ma part, je me suis abstenu d'appuyer des motions de blâme fondées sur des points particuliers. Cependant, parce que je m'opposais à l'attitude du ministre des Finances (M. Sharp) relativement à la politique monétaire et fiscale en général, j'ai été contraint hier soir d'enregistrer ma protestation en appuyant une motion de blâme contre le gouvernement actuel. Si je l'ai fait, c'est qu'à mon avis la tendance générale de l'exposé budgétaire et de la politique exprimée par le ministre n'est pas au mieux des intérêts de notre nation. J'aimerais citer le premier point saillant du budget que mentionnait le communiqué préparé par le cabinet du ministre des Finances.

● (2.20 p.m.)

L'expansion économique actuelle, qui s'accompagne de pressions accrues de la demande sur la capacité de production disponible, constitue pour le Canada un grand défi à relever pour assurer l'orientation de la prospérité actuelle et le maintien d'un taux de croissance régulier et soutenu.

Monsieur l'Orateur, les remarques entendues au cours du présent débat mettent sérieusement en doute la grandeur de l'expansion dont on fait état dans le communiqué. Il est vrai que nombre de régions et d'habitants du Canada jouissent d'une part très raisonnable de la prospérité en question, mais nous